

**Discours de Monsieur Michel MERCIER, garde des Sceaux
ministre de la Justice et des libertés,**

**Examen de la proposition de loi relative à la libéralisation des
ventes volontaires de meubles aux enchères publiques**

Monsieur le Président,

Monsieur le Président de la commission des Lois,

Monsieur le rapporteur,

Mesdames et messieurs les députés,

La France a longtemps régné sur le marché de l'art. Paris fut en effet la capitale du marché de l'art mondial jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, elle occupe après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Chine, le quatrième rang mondial. Deux sociétés de ventes d'origine anglaise bien connues, se placent aujourd'hui en tête du montant des ventes volontaires, tous objets confondus.

La place de Paris connaît donc un déclin incontestable qui a des conséquences sur son économie, sur le monde de l'art et sur le rayonnement de la France. Nous n'avons pas à nous y résigner.

C'est dans ce contexte et dans le respect de nos engagements communautaires que nous débattons de la proposition de loi déposée par les sénateurs Philippe MARINI et Yann GAILLARD.

I- En effet, le texte issu de votre commission met à profit la nécessaire mise en conformité de notre réglementation avec la directive « services » pour rénover le secteur des ventes volontaires.

► Ce texte **libéralise l'activité de ventes volontaires** de meubles qu'ils soient vendus en gros ou au détail, neuf ou d'occasion. Il en unifie également les conditions d'accès et d'exercice.

L'agrément préalable du Conseil des ventes volontaires nécessaire pour se livrer à l'activité de ventes volontaires est remplacé par une simple déclaration. Cet allègement du formalisme favorisera le développement de ces activités.

Par ailleurs, les opérateurs de ventes volontaires se voient reconnaître à certaines conditions la possibilité d'effectuer, à côté des ventes aux enchères publiques, des ventes de gré à gré, contribuant ainsi à leur attractivité.

Enfin, je peux encore citer comme mesure de simplification la suppression du dispositif **d'agrément facultatif des experts** qui n'apparaît plus adapté au marché actuel.

► S'il prévoit des assouplissements, le texte voté par votre commission crée également **davantage de sécurité pour les consommateurs** :

- **le mandat de vente devra être établi par écrit** afin de renforcer les garanties offertes aux clients des maisons de vente.
- **L'interdiction de revente à perte est étendue au cadre des enchères publiques.**
- **l'achat pour revente reste interdit**, les opérateurs ne pouvant pas acheter pour leur propre compte des biens meubles aux enchères. Toutefois, votre commission a, à juste titre, prévu une dérogation dans certains cas très limités. Il en sera ainsi pour mettre un terme à un litige entre l'acquéreur et le vendeur.

► Je me réjouis, Monsieur le rapporteur, que vous ayez enrichi la proposition de loi afin de **moraliser le marché des ventes volontaires**. Vous avez, ainsi, introduit plusieurs avancées notables qui permettent de remédier aux insuffisances et à certains dysfonctionnements du système actuel.

- **Jusqu'à présent** les professionnels de la vente volontaire ne disposent d'**aucun code de déontologie**. Alors que nous libérons le secteur, l'élaboration d'un tel code devenait indispensable. Le Conseil des ventes volontaires en lien avec les professionnels est chargé d'élaborer ce code qui devra être soumis à mon approbation. Je ne peux que me féliciter, qu'avant même le vote définitif de cette loi, le Conseil ait entamé des travaux sur ce point.
- Vous avez ensuite prévu **la dématérialisation du registre de police des objets détenus en vue de la vente** : celle-ci permettra d'assurer une traçabilité des biens, réduisant ainsi les risques de fraudes.
- Enfin, vous avez mieux **encadré le recours à des prestataires extérieurs** par l'opérateur de ventes volontaires : celui-ci devra, désormais, prendre toutes les dispositions propres à assurer, à ses clients, la sécurité juridique et matérielle des ventes qu'ils organisent.

► Votre texte améliore également **la confiance des opérateurs et des clients** en clarifiant le rôle du Conseil des ventes volontaires. Reconnu comme établissement d'utilité publique, doté de la personnalité morale, le Conseil est conforté dans son rôle de régulateur et d'autorité de discipline.

II. Votre texte parvient à maintenir les équilibres essentiels entre les différents acteurs de ce secteur.

1. Je ne peux que me satisfaire du maintien par le Sénat de la profession de commissaire-priseur judiciaire, dont la suppression

était prévue dans le texte initial. En leur qualité d'officiers publics et ministériels, ils participent au maillage du territoire et sont des acteurs indispensables à la bonne administration de la justice. Ils offrent en effet aux justiciables un haut niveau de compétences et de sécurité en matière de ventes judiciaires et présentent d'importantes garanties déontologiques et financières.

2. La proposition de loi conforte, par ailleurs, les opérateurs de ventes volontaires dans leur rôle d'animation du marché.

Conformément à la Directive Services, la forme juridique pour l'exercice de l'activité de ventes volontaires sera librement choisie par l'opérateur ainsi que l'implantation du siège de la société sur le territoire de l'Union européenne.

3. Les courtiers de marchandises assermentés voient leur statut rénové tout en préservant leur spécificité : ils demeurent compétents notamment pour délivrer des certificats de cours de marchandises et procéder à des ventes judiciaires en gros.

4. Je remercie la commission d'avoir maintenu la possibilité pour les notaires et les huissiers de justice de réaliser, à titre accessoire, des ventes volontaires sans qu'il soit besoin d'encadrer cette notion d'accessoire, plus strictement.

Il appartient aux parquets généraux et aux chambres professionnelles, à l'occasion des contrôles annuels des offices d'huissiers de justice ou de notaires, de vérifier le volume de l'activité de ces professionnels en matière de ventes volontaires et de prendre les mesures appropriées pour sanctionner d'éventuelles dérives.

5. Dans ce nouveau cadre juridique, d'autres professions telles que les antiquaires et galeristes ont pu exprimer des inquiétudes.

La proposition de loi leur permettra de participer financièrement aux activités des maisons de ventes et de recourir désormais aux ventes aux enchères publiques dans le cadre de leur activité professionnelle.

* * *

Mesdames et Messieurs les députés,

Grâce aux apports respectifs des deux Assemblées, nous voici parvenus à un point d'équilibre. Votre texte modernise et assouplit les cadres de l'activité de ventes volontaires tout en préservant les garanties de sécurité juridique et la régulation du secteur. Ce texte permettra donc de dynamiser le marché français et de mieux faire face à la concurrence internationale.

Je vous remercie.